

# La Résistance bretonne et les Anglais

Région maritime entretenant des relations commerciales avec le Royaume-Uni, la Bretagne est brutalement privée de ses liens traditionnels outre-Manche par l'occupation allemande à la mi-juin 1940<sup>1</sup>. Immédiatement, les plus hautes autorités politiques et militaires allemandes mesurent l'importance stratégique essentielle de la péninsule armoricaine face à la volonté britannique de poursuivre la lutte. À la mi-juillet 1940, à Berlin, Werner Best, nommé peu après chef de l'Administration de guerre à Paris, rédige un important rapport intitulé : *La Bretagne, pierre angulaire de la garde atlantique de l'Allemagne*. Il y écrivait notamment : « Pour la garde atlantique de l'Allemagne, il ne se présente que deux positions dont le rayon d'action militaire et le rayon d'influence politique puisse suffire à cette tâche : la Norvège et la Bretagne » et insistait sur la position géographique de cette dernière région pour « compléter l'encercllement et le contrôle du sud de l'Angleterre<sup>2</sup> ». La Bretagne devait donc, pour les stratèges nazis, jouer le rôle de pivot sud dans le système de défense occidental du continent européen. Et selon Werner Best, favorable au mouvement nationaliste breton, cette situation géographique stratégique était renforcée par le fait que « Le pays [la Bretagne] est habité par un peuple qui aspire à se détacher de la France<sup>3</sup> ». La *Luftwaffe* dans la bataille d'Angleterre qui s'engage et la *Kriegsmarine*

---

<sup>1</sup> Une première version non publiée de ce texte a été présentée au colloque de Bruxelles (23-25 novembre 1994) « La Résistance et les Européens du Nord/Het Verzet en Noord-Europa » dans la thématique « Les Résistants et les Anglais ». Nous l'avons actualisée pour le congrès de Paimpol.

<sup>2</sup> FRÉVILLE, Henri, *Archives secrètes de Bretagne 1940-1944*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1985, p. 26-31. L'auteur publie ce document retrouvé dans les papiers du *Majestic*, Arch. nat. France, AJ 40-547 en insistant surtout sur l'évolution des Allemands vis-à-vis des nationalistes bretons du Parti national breton (PNB). Sur le rôle et la carrière de Best, voir HERBERT, Ulrich, *Werner Best. Un nazi de l'ombre*, 1996, traduction 2010, Paris, Tallandier. Juriste puis juge, Werner Best (1903-1989) a adhéré au parti nazi en 1930 et est entré dans la *SS* en 1931. Chef du *SD* et de la Gestapo à Munich, il devient le second de Heydrich, le chef des services de sécurité nazis. Il séjourne en France d'août 1940 à juillet 1942, puis dirige la répression et la persécution au Danemark où il joue un rôle majeur dans la mise en œuvre de la « solution finale » des juifs danois.

pour la bataille de l'Atlantique à venir saisissent elles aussi toute l'importance militaire des aérodromes et des ports militaires bretons.

Ces enjeux n'échappent évidemment pas aux Britanniques qui vont chercher à en savoir plus sur les bases sous-marines et autres fortifications en construction et sur l'importance des troupes allemandes stationnées sur les côtes de la Manche. Abasourdi par la défaite, une partie de la population bretonne ne va pas tarder à manifester ses sentiments tandis que diverses formes de résistance vont se manifester. Les premiers résistants vont chercher à se tourner vers l'Angleterre où se trouvent les Français libres. Les services britanniques par le relais de leurs réseaux de renseignement, d'évasion et d'action peuvent s'appuyer à partir de 1941 sur cette volonté de résistance d'une poignée de Bretons. C'est cette convergence patiemment construite, malgré les dégâts de la répression allemande, entre les résistants de l'intérieur et les Anglais que nous allons essayer de préciser afin d'en mesurer l'importance.

## La Bretagne : une région précocement anglophile

Après les départs du début de l'été 1940 vers l'Angleterre, nombreux en Bretagne, et malgré les quelques évasions par mer qui surviennent ensuite, les régions occupées doivent supporter la tutelle des vainqueurs. L'anglophilie des Français s'est manifestée un peu partout dans le pays et de nombreuses manières à partir de l'automne 1940 et elle est le pendant de la germanophobie très forte dans la zone occupée<sup>4</sup>. Même si ces réactions ne sont pas dénuées d'ambiguïté<sup>5</sup>, et n'empêchent pas pour beaucoup dans un premier temps d'être maréchalistes, elles expriment nettement en Bretagne un rejet de l'occupant et des prises de positions engageant l'avenir. Cette « anglophilie », souvent associée au « gaullisme » dans les rapports officiels des préfets, prépare

<sup>3</sup> Plus loin Best ajoute : « De plus, l'indépendance du peuple breton, sous la protection allemande, servira directement l'intérêt qu'a l'Allemagne à tenir le futur État anglais sous la dépendance du Reich allemand ». Le juriste Werner Best a une vision ethniciste et raciste du monde qui explique son intérêt pour les mouvements politiques périphériques remettant en cause l'unité française. Tous les milieux diplomatiques et militaires nazis ne partagent pas ce point de vue. En outre, les autorités d'occupation vont très rapidement constater le rejet par la population bretonne du PNB reconstitué à l'été 1940.

<sup>4</sup> CORDIER, Daniel, *Jean Moulin. L'inconnu du Panthéon*, t. III, Paris, J.-Cl. Lattès, 1993, en fournit de nombreux exemples entre juin 1940 et septembre 1941 tirés des sources préfectorales et allemandes, chap. III. Voir par exemple, QUELLIEN, Jean, *Opinions et comportements politiques dans le Calvados sous l'occupation allemande*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2001, chap. 1. Une « germanophobie de base » et une anglophilie très marquée, p. 50-67.

<sup>5</sup> LABORIE, Pierre, *L'opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, 1990, écrit p. 240 que « l'anglophilie contient elle aussi sa part d'ambiguïté » et que « ces réactions, dans une proportion qu'il est impossible à définir, s'expliquent autant par une attitude d'agressivité à l'égard de l'Allemagne que par un amour sans nuage de la Grande-Bretagne ».

le chemin de l'engagement résistant pour quelques-uns quand elle n'est pas déjà l'expression d'une résistance.

La Bretagne est particulièrement concernée par ce type de réactions. Un rapport allemand du *Bezirk A* de Saint-Germain-en-Laye du 24 septembre 1940 insiste sur le fait que pour « des parties très importantes de la population [...] particulièrement dans les régions côtières », l'attitude est « caractérisée par une confiance intacte dans la victoire finale de la Grande-Bretagne ». Dans l'ouest bretonnant de la Bretagne, la bataille de l'opinion en faveur de la Collaboration est déjà perdue en novembre 1940. Parlant de Brest et exagérant la situation réelle à la fin novembre 1940, le préfet du Finistère ne craint pas d'écrire à Vichy : « L'Intelligence Service donne [...] l'impression d'être très renseignée (beaucoup mieux que notre police) ; et la propagande anglaise est très active. Les populations bretonnes y sont fort sensibles ». Et le préfet de fournir l'explication de cette anglophilie contagieuse dans un port déjà bombardé par les Anglais, pourtant frappé par les victimes de Mers el-Kébir et marqué dans les milieux militaires par la longue tradition d'anglophobie de la Marine nationale : « Elles souffrent dans leur fierté de l'occupation de leur sol ; des rancunes ancestrales sont momentanément oubliées<sup>6</sup> ». L'écoute des émissions en français de la *BBC* est signalée partout dans la région dès l'automne 1940, ce qui n'est pas obligatoirement contradictoire avec un maréchalisme de base. Dans les Côtes-du-Nord, le pétainiste préfet Feschotte se désole de l'échec de la propagande de la radio d'État de Vichy, de moins en moins écoutée, alors que l'audience de la *BBC* ne cesse de croître. Dès novembre 1940, il conseille de renforcer la radio française « pour combattre la propagande TSF anglaise toujours écoutée malgré les ordres ». En juin 1941, certains cantons du Trégor dans le nord-ouest des Côtes-du-Nord « seraient à 75 % intoxiqués par la radio anglaise et gaulliste » selon le sous-préfet de Lannion<sup>7</sup>. « L'intoxication » par « la radio dissidente » se généralise tout au long de l'année 1941 dans les villes, sur les côtes et dans l'ensemble de la région et du pays. Selon le sous-préfet de Dinan, la cause est entendue au printemps 1942 : « La propagande anglaise est admirablement faite, on ne croit et on n'écoute que la radio anglaise ». C'est donc en s'appuyant sur ces sentiments anti-allemands et anglophiles qu'une résistance balbutiante émerge, souvent relayée par des manifestations publiques sans ambiguïté à l'occasion de dates anniversaires symboliques ou d'événements marquants dans une commune.

Lors du 11 novembre 1940, des lycéens brestois organisent une collecte pour confectionner des drapeaux et des rubans aux couleurs britanniques plantés autour du monument aux morts, malgré l'interdiction de manifester. Des couronnes aux mêmes couleurs sont déposées sur la tombe du soldat inconnu, provoquant la réquisition

<sup>6</sup> Textes cités par CORDIER, Daniel, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, p. 207 et 269-270. Le préfet insiste en outre sur la forte influence du communisme dans ce département.

<sup>7</sup> BOUGEARD, Christian, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord 1939-1945*, Paris, Éditions Jean-Paul Gisserot, p. 26-27.

de Français comme gardes pendant une semaine. Le 15 décembre, à Locminé, petite ville du Morbihan, des drapeaux britanniques en papillons sont collés sur les portes de maisons où logent des Allemands ; trois notables sont internés quelques jours<sup>8</sup>. Mais surtout les tombes de militaires britanniques deviennent des lieux de commémoration active et autant de défis à l'occupant. À Brest, les 1<sup>er</sup> (à la Toussaint) et 11 novembre 1940, la tombe d'un Anglais enterré le 18 juin est l'objet d'une vénération particulière : « elle disparaissait sous un mètre de fleurs et a reçu la visite de plus de 10 000 habitants » selon le préfet<sup>9</sup>.

Malgré les ravages des bombardements sur les ports, les enterrements de pilotes abattus ou de marins dont le corps a été rejeté par la mer donnent lieu à des manifestations publiques importantes de 1940 à 1942. Le 30 décembre 1940, à Lanester près de Lorient, spontanément semble-t-il, 2 000 personnes assistent aux obsèques de trois aviateurs ; des bouquets tricolores avec la mention « morts pour la France » sont déposés sur leur tombe qui devient un important lieu de pèlerinage. Le 28 janvier 1941, des cris « Vive l'Angleterre ! » fusent lorsqu'un cadavre est débarqué à Lorient. À Perros-Guirec et à Plourhan dans les Côtes-du-Nord, les tombes de marins sont fleuries en 1941. Le 11 juillet, un millier de personnes a défilé dans un cimetière de Saint-Brieuc et une collecte a permis d'acheter un livre en marbre portant l'inscription « Mort pour la Patrie ». C'est sans doute ce qui incite les Allemands à en interdire l'accès lors des obsèques d'un aviateur le 1<sup>er</sup> mars 1942 dans la même ville alors que le 14 février précédent, ils avaient autorisé 150 personnes à déposer des gerbes à Saint-Cast<sup>10</sup>.

À Nantes le 21 mai 1941, des fleurs s'amoncellent uniquement sur les tombes de soldats anglais tandis qu'à Saint-Nazaire, en juillet, 4 à 500 personnes (jeunes, femmes et enfants) suivent l'enterrement de deux aviateurs avec des gerbes « à nos héros ». Des scènes identiques se déroulent à Rennes (plus de 5 000 personnes) et à Saint-Malo le 15 avril et en mai 1942<sup>11</sup>. Le 17 juin 1941, date anniversaire de l'entrée des Allemands en Bretagne – en fait, ils sont arrivés à Rennes à l'aube du 18 juin – une messe est célébrée à Brest à la mémoire d'un pilote anglais tué quelques jours plus tôt en plein ciel et le 31 octobre une délégation du Souvenir français va saluer officiellement les tombes anglaises. C'est sans doute là l'occasion de condamner la politique de collaboration du régime de Vichy. Mais ces manifestations publiques

<sup>8</sup> LEROUX, Roger, *Le Morbihan en guerre 1939-1945*, Mayenne, Joseph Floch imprimeur éditeur, 1978, p. 81.

<sup>9</sup> Rapport cité par CORDIER, Daniel, *Jean Moulin...*, *op. cit.*, p. 269-270.

<sup>10</sup> BOUGEARD, Christian, *Le choc de la guerre dans les Côtes-du-Nord...*, *op. cit.*, et *Id.*, *Histoire de la Résistance en Bretagne*, Éditions J.-P. Gisserot, 1992, p. 17-19.

<sup>11</sup> SAINCLIVIER, Jacqueline, *L'Ille-et-Vilaine dans la guerre 1939-1945*, Le Côtéau, Éditions Horvath, 1986 et CHANTEPIE, Franck, *Nantes et la Loire-Inférieure dans la guerre 1940-1944*, Le Côtéau, Éditions Horvath, 1987.

deviennent de plus en plus dangereuses. Parfois déposer des drapeaux aux couleurs des Alliés sur une tombe, comme à Crozon (Finistère) le 11 novembre 1942, entraîne l'arrestation de celui qui en prend la responsabilité. Et, à Cloître-Pleyben au début 1943, la présence d'une foule « nombreuse et recueillie » qui a caché des drapeaux lors des obsèques d'aviateurs se traduit par la condamnation du maire à six mois de prison<sup>12</sup>. La répression allemande répond immédiatement et souvent à ces manifestations patriotiques qui ont aussi une signification religieuse (assistance aux messes d'enterrement et hommages dans les cimetières) avec l'arrestation d'otages ou la désignation d'habitants chargés pendant une période plus ou moins longue de patrouiller la nuit pour empêcher les inscriptions.

Rendre hommage aux combattants britanniques tombés au combat est une façon d'affirmer son patriotisme et de signifier publiquement aux Allemands le rejet de leur présence. Pour certains, c'est aussi un modeste acte de résistance non sans risques et un moyen d'affirmer que la guerre continue. À partir de 1942, l'assistance à ces enterrements de soldats alliés devient de plus en plus dangereuse car on risque d'être arrêté, emprisonné, voire déporté. D'autant plus que d'autres manifestations publiques s'inscrivent dans l'observation par une large fraction de l'opinion urbaine des mots d'ordre du général de Gaulle diffusés par la *BBC* : ne pas sortir dans la rue à une heure donnée (1<sup>er</sup> janvier 1941) ou au contraire manifester avec les trois couleurs les 11 mai (fête de Jeanne d'Arc), 14 juillet et 11 novembre ou à l'occasion de mouvements locaux en mai et juin 1941 en bravant les interdictions de Vichy et des Allemands. Si en juin 1941, « la région du Nord était probablement, la plus anglophile de France<sup>13</sup> », la Bretagne était sans doute bien placée dans ce palmarès qui reste à établir.

Dans les premières formes modestes de résistance, plus ou moins organisées, c'est-à-dire dans l'apparition d'une propagande non-communiste, anti-allemande et parfois anti-vichyssoise, les Anglais occupent une place de choix à la fin 1940 et au début 1941. La poignée de mains de Pétain et de Hitler et les rencontres de Montoire, suivies de l'entrée volontaire dans la « voie de la collaboration » d'État ont choqué l'opinion publique et entraîné un premier décrochage avec le régime de Vichy. Dans les premières inscriptions et graffitis, souvent tracés à la craie, les « Vive de Gaulle ! » et « Vive la France ! » voisinent avec les « Vive l'Angleterre ! ». À Brest, le 29 octobre 1940, ces slogans sont complétés d'un « L'Angleterre vaincra et nous délivrera de l'esclavage ». À Rennes en décembre, on relève un « Bravo les Anglais, venez souvent ». À Auray (Morbihan), dans la nuit du 14 au 15 janvier 1941, toute une gamme de papillons anti-allemands, progaullistes et probritanniques

---

<sup>12</sup> THOMAS, Georges-Michel, LEGRAND, Alain, *Le Finistère dans la guerre*, 2 vol., Paris, Édition de la Cité, 1979 et 1981, t. I, p. 107-116.

<sup>13</sup> DEJONGHE, Étienne, « Le Nord et le Pas-de-Calais pendant la première année de l'occupation », *Revue du Nord*, n° 203, octobre-décembre 1969, p. 705.

sont distribués et deux drapeaux britanniques collés (à l'Hôtel de Ville et près d'une école)<sup>14</sup>. Ce mouvement d'inscriptions culmine au printemps 1941 avec les V de la Victoire et les croix de Lorraine qui fleurissent sur les routes et les murs de nombreuses communes de la région agaçant les Allemands qui prennent de sévères mesures de rétorsion.

Autres formes de non-consentement signalées dans les premiers mois de l'Occupation dans les archives préfectorales par les services de police français : des plaisanteries et des dessins humoristiques, des papillons collés sur des affiches de propagande anti-britannique (à Lorient un fonctionnaire municipal est sanctionné pour cette raison en septembre 1940), des chansons détournées expriment un esprit de refus de l'occupant et d'espoir placé dans les Anglais. Par exemple, à Lorient, ce grand papillon collé à la poste le 16 août 1940 qui dit « On demande des couturières pour rétrécir la Manche. S'adresser à la Kommandantur ». La plaisanterie est reprise pendant plus de six mois. Au début 1941, le dessin d'un porc habillé en soldat allemand et attribué à un architecte brestois circule en ville avec l'inscription : « Né en Allemagne, engraisé en France, salé dans la Manche, mangé en Angleterre ». De même, un « chant de la DCA » ou « chant de l'alerte » sur l'air d'« Auprès de ma blonde » circule dans plusieurs villes. Les paroles commencent par :

« Ah ! Quel plaisir l'on a  
D'entendre la DCA  
Quand les avions anglais  
Survole nos remblais  
Nos cœurs en les voyant  
Redeviennent confiants [...]»<sup>15</sup>

Les raids aériens de la *Royal Air Force (RAF)* sur Brest, Lorient et Saint-Nazaire font pourtant des victimes civiles.

La forte occupation allemande, urbaine et côtière, explique de surcroît ce rejet qui est nourri du souvenir des morts de 1914-1918 et des 137000 prisonniers de guerre détenus en Allemagne<sup>16</sup>. Cette mémoire vive et le poids de l'absence dans

<sup>14</sup> Ainsi des papillons : « Vive les Bretons et la France libre » et « Souvenez-vous de l'Entente cordiale », LEROUX, Roger, *Le Morbihan en guerre...*, op. cit., p. 81.

<sup>15</sup> Voir le texte intégral dans *Id., ibid.*, p. 101. Contre les nationalistes du PNB, les paroles précisent que la Bretagne « restera française » ajoutant : « La Bretagne aux Bretons ; l'Allemagne aux Teutons » et elles se terminent par un « Vive de Gaulle ». Dans le même esprit, un poème à lecture à double entrée commence par « Aimons et admirons l'éternelle Angleterre ».

<sup>16</sup> BOUGEARD, Christian et CARIOU, Nathalie, « Les prisonniers de guerre de 1940-1945 en Bretagne : approches générales et exemple finistérien », dans Jean-Claude CATHERINE (dir.), *La captivité des prisonniers de guerre, 1939-1945. Histoire, art et mémoire, pour une approche européenne*, actes du colloque international, Université de Bretagne-Sud, Lorient, 8-9 avril 2005, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 117-130.

de nombreuses familles sont aussi le terreau d'une anglophilie, on devrait d'ailleurs parler avec l'historien Robert Frank d'une britannophilie de masse<sup>17</sup>.

Les premiers tracts conservés attestent le rôle-phare de l'Angleterre pour les pionniers d'une Résistance non-communiste qui cherche sa voie sans ligne politique clairement définie. Un tract non signé trouvé à Grâces près de Guingamp (Côtes-du-Nord) le 10 octobre 1940 est à cet égard fort révélateur. Quinze jours avant Montoire, le ou (les) rédacteur(s) d'un texte destiné « Aux ouvriers français » dénonce(nt) le régime de Vichy et toute collaboration économique. Il appelle à ne pas travailler pour le III<sup>e</sup> Reich, souligne l'échec des plans d'invasion de l'Angleterre et met sa confiance dans les Armées britanniques et les Forces françaises libres pour détruire « la tyrannie hitlérienne sur l'Europe ». C'est un appel à la lucidité et à la non-collaboration plus qu'à la résistance intérieure. Mais l'exemple britannique associé à la France libre qui compte bon nombre de Bretons est dans les premiers mois de l'Occupation une incitation à ne pas désespérer. Les premiers résistants vont pouvoir s'appuyer sur ce climat anglophile et gaulliste marqué en Bretagne pour engager le combat clandestin.

## Résister ou comment être utile aux Anglais

Suivre l'effort de guerre anglais, se réjouir de l'échec de l'opération *Otarie* de débarquement en Grande-Bretagne, écouter ostensiblement ou discrètement la *BBC* comme c'est le cas de nombreux Bretons dès 1940-1941 ne signifie pas agir contre l'occupant. Car dans le même temps, on peut faire confiance au maréchal Pétain et trouver des vertus à sa Révolution nationale.

Pour comprendre l'engagement et le phénomène résistant, l'historien François Marcot a bien montré l'imbrication de deux paramètres, la fonctionnalité et l'intentionnalité, qui en constituent les fondements et expliquent largement la sociologie de la Résistance qui évolue tout au long de la guerre<sup>18</sup>. Nous allons nous appuyer sur cette grille d'analyse. Ainsi, la proximité géographique de l'Angleterre et la participation de pêcheurs bretons aux liaisons maritimes avec l'Angleterre, tout comme la présence de croiseurs allemands à Brest en 1941-1942 et la construction des bases sous-marines dans les ports de guerre sont des éléments de fonctionnalité essentiels pour expliquer les formes de la résistance en Bretagne : les filières

<sup>17</sup> Dans son rapport de synthèse au colloque de Bruxelles cité, Robert Frank s'interroge aussi sur « l'anglophilie réelle ou le probritannisme par défaut » en 1940 car ce sentiment n'efface pas dans l'opinion publique les contentieux du passé avec ce pays. On peut penser qu'il s'exprime en Bretagne dans les milieux maritimes, surtout après Mers el-Kébir, mais que le rejet de l'occupant est le plus fort.

<sup>18</sup> MARCOT, François, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », dans Antoine PROST (dir.), *La Résistance, une histoire sociale*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

d'évasion par mer, d'une part, les réseaux de renseignement travaillant pour les Britanniques ou pour les gaullistes du futur Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), de l'autre. Mais la fonctionnalité ne suffit pas si la volonté d'engagement conscient, c'est-à-dire l'intentionnalité n'existe pas. Agir pour libérer le pays est la définition même de la Résistance et les Bretons se tournent naturellement vers l'Angleterre proche quand les passeurs pyrénéens regardent vers l'Espagne et les Francs-Comtois vers la Suisse.

Ces facteurs jouent dès la débâcle de l'été 1940 avec le départ massif de navires des ports bretons vers l'Angleterre avant l'arrivée des troupes allemandes. Parmi les partants, de nombreux jeunes gens et quelques femmes qui souhaitent poursuivre la guerre<sup>19</sup>. Par exemple, le 18 et le 19 juin 1940, deux navires quittent Paimpol dont le yacht *le Manou* qui emmène près de quatre-vingts élèves officiers de l'École d'hydrographie à Falmouth et à Plymouth. Ils vont fournir de nombreux cadres aux Forces navales françaises libres (FNFL)<sup>20</sup>. Le départ le plus emblématique vers l'Angleterre est bien sûr celui des 136 Sénans (129 engagés dans les FFL) le 19 et surtout les 24 et 26 juin, sur cinq bateaux de pêche, après avoir entendu l'appel du général de Gaulle à la radio le 22 juin.

Partir en Angleterre est un choix fait par de nombreux Bretons (nés ou résidant en Bretagne avant ou après la guerre). Leur considérable contribution à la France libre, surtout celle de Basse-Bretagne, a été récemment précisée par les travaux de Jean-François Muracciole<sup>21</sup>. En effet, sur les 32 641 Français (sans les combattants coloniaux) engagés dans la France libre de 1940 au 31 juillet 1943 (la fin de la France libre à Alger), 5 620 venaient de la Bretagne (à quatre départements). Avec 17,2 % des *Free French*, c'est la première région de France, avant l'Île-de-France, 16,4 %. La surreprésentation régionale y est très forte car la Bretagne ne représentait que 5,5 % de la population française en 1936. Le rapport est de 5 à 1 par rapport à la moyenne nationale<sup>22</sup>. Dans ce palmarès patriotique, le Finistère arrive largement

<sup>19</sup> HUGUEN, Roger, *Par les nuits les plus longues. Réseaux d'évasion d'aviateurs en Bretagne 1940-1944*, Saint-Brieuc, Presses Bretonnes, 1976, chapitre second, I, p. 59-69 (édition utilisée). Rééd. Coop Breizh, Spézet, 1993 et 2001.

<sup>20</sup> Parmi eux, les frères Montjaret de Plouha s'engagent dans les Forces françaises libres (FFL). En janvier 1942, Hervé est parachuté avec Jean Moulin comme radio ; Constant est élu député MRP des Côtes-du-Nord de 1946 à 1951. Signalons le départ de Brest le 18 juin de la jeune chimiste Jeanne Le Bohec-*Rateau*. En 1944, elle sera l'une des cinq femmes françaises libres parachutées en France. Elle va former les maquisards de l'Ouest de la France au maniement des explosifs, notamment au maquis de Saint-Marcel (Morbihan), « Bohec Jeanne » dans BROCHE, François, CAITUCOLI, Georges et MURACCIOLE, Jean-François (dir.), *Dictionnaire de la France Libre*, Paris, Robert Laffont, 2010, p. 170 sqq.

<sup>21</sup> MURACCIOLE, Jean-François, *Les Français libres. L'Autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 34-35, 74-75 et 81-87.

<sup>22</sup> L'auteur a calculé un coefficient de pondération en fonction de la population régionale : il est de 3,8 en Bretagne pour une moyenne nationale de 0,79 et 1,04 pour la région parisienne. 14 % des FFL étaient nés en Bretagne et 21 % y résidaient durant l'entre-deux-guerres.

en tête (2860 FFL, 8,76 % du total hexagonal) devant les Côtes-du-Nord (1418, 4,34 %), le Morbihan (782, 2,42 %) et l'Ille-et-Vilaine (550, 1,68 %). Les villes et ports ainsi que le littoral de la Basse-Bretagne sont surreprésentés avec la palme pour Brest (4,7 %), dépassée uniquement par Paris, et Douarnenez. Douarnenez, ville communiste avec son maire Le Flanchec au PCF jusqu'en 1935-1936, détient le record absolu : elle a fourni à la France libre autant de volontaires que les villes de Toulouse, Marseille et Lyon réunies. Les Bretons constituent 30,1 % des engagés de la première vague en 1940, celle des pionniers, mais encore 11,2 % de ceux de la seconde vague de 1943. Marins ou pêcheurs rejoignent les FNFL, 39 % de Bretons, mais on les retrouve aussi en nombre dans la 2<sup>e</sup> DB et dans la 1<sup>re</sup> DFL (20 %). Et combien y avait-il de Bretons dans les convois marchands de l'Atlantique et combien ont servi dans la *Royal Navy* comme l'illustre l'exemple de Hilaire Duval d'Yvignac (Côtes-du-Nord)<sup>23</sup> ? Nous l'ignorons. Les concepts de fonctionnalité et d'intentionnalité nous semblent bien correspondre à l'analyse de la mise en place de la Résistance extérieure. En outre, cette présence, même relative, en Angleterre dans un premier temps, de jeunes combattants, originaires ou vivant dans la région, n'a pu avoir que des répercussions sur l'opinion publique, non seulement dans leur famille et chez leurs proches, mais aussi dans les quartiers et dans les villages où on les savait là-bas de l'autre côté de la Manche. C'est un facteur de renforcement de l'anglophilie.

Mais pour la plus grande partie de la population, la vie se poursuit de plus en plus difficilement et certains qui veulent « faire quelque chose » vont inventer la Résistance. Dès les premiers mois de l'Occupation, quelques hommes et quelques femmes collectent des informations militaires sur les côtes ou dans les villes. Ébauchant des réseaux de renseignement, ils cherchent la liaison avec l'extérieur. Les allées et venues outre-Manche des pêcheurs de la pointe de Bretagne sont un premier moyen d'acheminer ces renseignements et de débarquer les premiers agents gaullistes, relayés bientôt par ceux recrutés sur place dans les ports par le futur colonel *Rémy*. Les évasions par mer ou par air – avec l'exemple original du jeune Maurice Halna du Frétay (20 ans) qui s'envole des Côtes-du-Nord le 15 novembre 1940 sur son petit avion personnel pour rejoindre la *Royal Air Force*<sup>24</sup> – sont aussi un moyen de transmission mais à sens unique. L'abbé Barré, de Dinan, futur responsable régional de l'OCM-Centurie, a remis des documents à Du Frétay. De même, des petits groupes de Résistance se forment sans savoir comment transmettre leur moisson tel celui de Roger Barbé à l'aérodrome de Lannion-Servel. Dénoncés, une dizaine de membres sont arrêtés le 28 décembre 1940 et condamnés pour

<sup>23</sup> BOUGEARD, Christian, « Hilaire Duval, *John Duffal* (1919-1992) », dans François MARCOT (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006, p. 413-414.

<sup>24</sup> Sur les itinéraires de plusieurs FFL de la région dont celui de Halna du Frétay, voir LE GALL, Erwan, « L'engagement des Français Libres : une mise en perspective », dans Patrick HARISMENDY et Erwan LE GALL, *Pour une histoire de la France Libre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 29-47.

« complot gaulliste », plans livrés aux Anglais (par quel canal ?) et « détention d'armes » volées aux Allemands (deux fusillés). Selon l'affiche bilingue placardée en Bretagne annonçant son exécution : « le manœuvre Roger Barbet (*sic*), condamné à mort pour espionnage le 12-4-41 par la Cour Martiale, a été fusillé le 4 octobre 1941<sup>25</sup> ».

D'autres qui ont caché des soldats britanniques restés dans la région au moment de la débâcle cherchent à les faire évader vers l'Angleterre. Depuis l'été 1940, le Nantais Marcel Hévin a jeté les bases d'un actif réseau de renseignement. De plus, en 1941, il a pris en charge plusieurs militaires britanniques, soldats ou aviateurs (dont plusieurs recueillis dans les Côtes-du-Nord) sans parvenir pendant plusieurs mois à les évacuer<sup>26</sup>. Ce réseau nantais et sa branche des Côtes-du-Nord, animée par le frère Jean-Baptiste Legeay de Pléhédel, sont démantelés en novembre 1941 non sans avoir mis en place une filière d'évasion. Ces exemples montrent que c'est autour des Anglais (renseignements, recueil d'aviateurs) que la résistance non-communiste et les réseaux locaux se structurent dès 1940-1941. De plus, malgré les risques encourus, les lourdes condamnations et l'appel rémunéré à la délation, les Bretons vont être de plus en plus souvent confrontés à partir de 1942 à la prise en charge d'aviateurs alliés abattus. Les cacher, les nourrir, les évacuer sont l'occasion non souhaitée pour de nombreuses familles d'entrer en résistance. Mais au bout de ces chaînes de solidarité, il y a très souvent la déportation et la mort.

La présence forcée de ces Britanniques sur le sol breton peut paraître parfois un moyen de contacter Londres. Ainsi, le réseau de renseignement « La bande à Sidonie » formé fin 1940-début 1941 autour de Suzanne Wilborts, l'épouse du médecin de l'île de Bréhat (Côtes-du-Nord), songe à passer par deux soldats anglais cachés à La Roche-Derrien. En mai 1941, l'un d'eux Harry Pool, vient sur l'île chercher des documents mais, dénoncé, il doit être rapidement convoyé vers Nantes par le frère Legeay. En réalité, un double contact avec Londres est établi au printemps 1941 : avec la France libre par l'Afrique du Nord (mission de l'agent Saint-Jacques) et avec l'*Intelligence Service (IS)*. « La bande à Sidonie » va pendant un an travailler pour le BCRA et pour l'*IS*, bientôt rattachée au réseau *Georges France 31*. Réseau britannique, *GF 31*, dirigé par Turban un ingénieur de la SNCF de Rennes responsable du réseau « Bête noire », effectue un travail important de renseignement jusqu'à son démantèlement en février-mai 1942<sup>27</sup>.

<sup>25</sup> BOUGEARD, Christian, « Des affiches bilingues allemandes au début de l'Occupation en Bretagne : répression et volonté de dissuader la résistance », *Langues de l'histoire, langues de la vie. Mélanges offerts à Fañch Roudaut*, Brest, Les amis de Fañch Roudaut, 2005, p. 431-440.

<sup>26</sup> HUGUEN, Roger, *Par les nuits les plus longues...*, *op. cit.*, chapitre premier, p. 13-51.

<sup>27</sup> Prévenus par la *BBC* d'une infiltration, ses membres n'en continuèrent pas moins leurs activités (27 arrestations dans les Côtes-du-Nord), voir SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Résistance en Ille-et-Vilaine 1940-1944*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1993, chap. 2 et *Id.*, *La Bretagne dans la guerre 1939-1945*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1994, chap. 5.

Une action d'un agent de la « bande à Sidonie », Claude Robinet-Rivière en juillet 1941 va avoir des prolongements militaires, ignorés pendant cinquante ans des historiens<sup>28</sup>. S'introduisant avec un ami dans le sémaphore de la pointe de Bilfot en Plouézec, près de Paimpol, il y vole un plan détaillé des défenses côtières transmis à Londres. Ses informations sont indirectement à l'origine de l'opération *Fahrenheit* effectuée neuf mois plus tard dans la nuit du 11 au 12 novembre 1942, date éminemment symbolique.

Après les raids spectaculaires de Dieppe et de Saint-Nazaire, et grâce à la qualité des renseignements fournis par la Résistance bretonne, la Direction des opérations combinées anglaise a en effet planifié une quinzaine d'opérations entre Saint-Brieuc et l'île de Batz dont seule celle de Plouézec eut lieu. Cet exemple exceptionnel traduit bien l'importance que les Britanniques accordaient aux renseignements fournis par les réseaux français, complétés par les reconnaissances aériennes des objectifs. C'est aussi un cas *a posteriori* de fonctionnement d'une chaîne renseignement-évasion-action dont les résistants locaux ignorèrent l'importance.

## Les réseaux travaillant pour les Anglais en Bretagne

En effet, de 1941 à l'été 1944, les services britanniques (Is ou *Special Operations Executive* [SOE]) privilégièrent presque toujours l'aspect militaire de la Résistance : le renseignement puis l'évasion sur l'action ou l'aspect politique qui importait davantage à la France libre et aux mouvements de l'intérieur. À cet égard, la Bretagne avec ses aérodromes et ses ports de guerre constitue une région très importante dès 1940-1942 pour surveiller les bases sous-marines et les croiseurs allemands basés à Brest. De plus, dans cette région acquise aux Anglais, les volontaires ne manquent pas. À Londres, on décide d'intégrer les premiers groupes isolés ou de créer de toutes pièces des réseaux comptant quelques dizaines de membres. Des agents y sont envoyés pour organiser des réseaux travaillant directement pour les Anglais, à côté de ceux du BCRA ou créés par les mouvements. Si nous ignorons le nombre d'agents travaillant directement dans des réseaux britanniques, nous connaissons ceux qui, originaires de Bretagne, ont travaillé pour le BCRA gaulliste. Ces agents P1 ou P2, débarqués en Bretagne ou recrutés sur place, sont au moins 248 sur un total de 5 764 (4,3 %) <sup>29</sup>.

---

<sup>28</sup> Son existence a été retrouvée dans les archives anglaises par GUILLOU, Michel, *Opération « Fahrenheit » raid des Commandos britanniques, pointe de Plouézec, nuit du 11 au 12 novembre 1942*, Lannion, AERHDGM, 1994 et *Id.*, « Les projets et opérations militaires alliées sur la Bretagne lors de la Deuxième Guerre mondiale », dans Jacqueline SAINCLIVIER et Christian BOUGEARD, *La Résistance et les Français. Enjeux stratégiques et environnement social*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, p. 29-40. Sur cette opération, voir sa communication dans ce volume.

<sup>29</sup> MURACCIOLE, Jean-François, *Les Français libres...*, *op. cit.*, en compte 119 pour le Finistère, 47 pour les Côtes-du-Nord, 46 pour le Morbihan, 36 pour l'Ille-et-Vilaine.

Mais si le BCRA se bat farouchement pour conserver son indépendance, ses agents ne peuvent pas fonctionner sans l'appui matériel et logistique des Britanniques (bateaux, sous-marins, avions).

Les antennes bretonnes des réseaux de renseignement britanniques sont nombreuses tout au long de la guerre. Régulièrement démantelés au bout de quelques mois d'existence, ils se reconstituent ou sont remplacés par d'autres. L'un des tout premiers est le réseau *Johnny*. Formé d'abord dans le Finistère en mars 1941 par deux agents « londoniens », débarqués avec deux postes de radio, Jean Alaterre et Jean Le Roux (un Trégorois qui s'est évadé par mer), ce réseau agit à la fois pour la France libre et pour les Anglais. Sa mission consiste à surveiller (avec les agents gaullistes de *Rémy*) pour le compte de l'Amirauté anglaise les mouvements du *Scharnhorst* et du *Gneisenau* au mouillage dans le port de Brest. Le réseau s'étoffe émettant à partir des logements de plusieurs familles amies (à Quimper, Douarnenez, Carhaix) jusqu'à sa destruction à la fin de l'été 1941. Le Roux reconstitue *Johnny* qui fonctionne dans la région rennaise (15 membres) jusqu'à une trahison en février 1942. Il a duré un peu moins d'un an en Bretagne mais a été particulièrement efficace à Brest<sup>30</sup>. Des membres rescapés prennent la relève avec d'autres dans le réseau *Ker* de l'automne 1942 à avril 1943, à Rennes et Nantes (trafic ferroviaire) et surtout à la base sous-marine de Saint-Nazaire.

En 1941-1942, les Anglais activent d'autres réseaux de renseignement comme *L'IS 31 AQ* à Audierne ou *Georges France 31* présent régionalement. C'est aussi le cas du réseau *Jade-Fitzroy* solidement implanté dans la région brestoise et présent en Ille-et-Vilaine (quinze membres) et dans le Morbihan. Ce réseau s'occupe en outre d'évasion d'aviateurs alliés dans le Finistère en 1942-1943 et de recueil de renseignements à la SNCF à Vannes en 1943. De même, à la fin 1942, le réseau *F2* créé par des Polonais étend son action à partir de Saint-Cast (Côtes-du-Nord) : l'ensemble des côtes et des ports bretons est couvert par un nombre important d'agents (une trentaine en Ille-et-Vilaine). *F2* est détruit par une vague d'arrestations au printemps 1944. Jusqu'en 1943, et en dehors de la Résistance communiste qui se livre à l'action directe, le renseignement constitue l'un des éléments essentiels de l'activité résistante en Bretagne. Naturellement, les grands réseaux d'obédience britannique comme *Alliance*, branche *Chapelle* dans l'Ouest, ont recruté des informateurs dans la péninsule dans le courant de l'année 1942. *Alliance* dispose de trois antennes indépendantes dans le Morbihan en liaison avec Nantes et avec Brest. L'ingénieur Jacques Stoskopf de l'arsenal de Lorient y effectue un travail considérable en 1943-début 1944 même si le groupe brestois tombe à la fin de l'été 1943. Un réseau d'évasion par mer original, ébauché dès 1940 puis rattaché à *Alliance* en 1942 et basé sur un noyau familial et amical de quinze personnes, fonctionne à Carantec

<sup>30</sup> Des membres du réseau avertirent les Anglais des dates de départ des croiseurs allemands et permirent de couler au moins trois sous-marins.

(Finistère) de 1942 à 1944 : il repose sur le chantier de construction navale d'Ernest Sibiril<sup>31</sup>. Les bateaux partis en Angleterre sont remplacés par d'autres construits ou réparés sur le chantier pour ne pas éveiller les soupçons des Allemands. Le 10 février 1942, un premier départ suivi de quatorze autres (neuf en 1943, le dernier en février 1944) permettent l'évasion de 165 passagers (volontaires FFL, agents, résistants grillés) dont six aviateurs et quatre femmes (de quatre à vingt-quatre personnes par traversée) ainsi que le transfert du courrier du réseau. C'est une réussite exceptionnelle mais, en octobre 1943, Sibiril et son épouse doivent passer en Angleterre pour éviter l'arrestation sur un bateau construit en cachette par son père.

Enfin, les Britanniques ont disposé d'un très petit nombre d'agents, très professionnels, du réseau *Alibi* dans au moins deux points de Bretagne : à Lanvégen (Morbihan) et à l'Île-Grande près de Perros-Guirec (Côtes-du-Nord). *Alibi* installa à l'Île-Grande, en janvier 1944, un sous-réseau chargé notamment de liaisons maritimes avec l'Angleterre qui avait recruté environ cinquante agents homologués en Bretagne-Nord à la mi-juillet 1944<sup>32</sup>. Les nombreuses liaisons maritimes des Britanniques en 1944 sur la côte nord-ouest des Côtes-du-Nord, en liaison avec la Résistance bretonne, montrent bien la porosité du Mur de l'Atlantique bien avant le débarquement.

La réussite de telles opérations nécessite l'appui de résistants locaux d'autant plus que dans les opérations maritimes réussies par la plage *Bonaparte* à Plouha (Côtes-du-Nord), il s'agit d'embarquer des aviateurs alliés d'abord pris en charge et hébergés par les mouvements de Résistance (groupes du Front national ou de l'Armée secrète)<sup>33</sup>. En effet, depuis 1942, alors que le passage par les Pyrénées devient de plus en plus difficile avec l'invasion de la zone sud, le *Military Intelligence* ou Mi 5 britannique songe à organiser des filières d'évasion d'aviateurs par la Bretagne. Le *Special Operations Executive (SOE)* prend en charge l'organisation de ces réseaux d'évasion. À la fin 1942, un agent du réseau Pat O'Leary noue d'utiles contacts dans le Centre Bretagne pour l'accueil et le convoyage d'aviateurs recueillis en France et en Belgique. À cause d'un agent infiltré, la branche parisienne tombe en février 1943 mais les aviateurs hébergés en Bretagne sont pris en charge par le réseau *Mithridate* dans la région de Saint-Quay-Portrieux-Paimpol. Les Anglais expédient d'urgence un nouvel agent (mission *Oaktree*) pour prendre le relais alors que quatre-vingt-dix aviateurs cachés par de nombreuses familles sont en attente d'une évacuation par mer. Comme c'est impossible, ils sont réexpédiés vers les routes pyrénéennes peu avant un vaste coup de filet qui détruit *Oaktree* à l'été 1943. Mais quelques mois plus tard, le radio canadien de cette mission, Raymond Labrosse, *alias Claude puis Paul*, revient

<sup>31</sup> HUGUEN, Roger, *Chantier d'évasions. Carantec (1940-1944). Réseau Sibiril-Alliance*, Spézet, Coop Breizh, 2005.

<sup>32</sup> Voir la communication de Michel Guillou dans ce volume.

<sup>33</sup> Pour une analyse très détaillée des missions du *SOE* britannique et du réseau *Shelburne*, voir HUGUEN, Roger, *Par les nuits les plus longues...*, *op. cit.*

dans la région de Plouha pour y organiser avec son chef Léon Dumais le réseau *Shelburne*. Appuyé par une résistance locale qui mobilise de nombreuses bonnes volontés, le réseau *Shelburne* permit en neuf opérations maritimes (de la fin janvier au 9 août 1944) de rapatrier à la barbe de l'occupant 143 personnes vers l'Angleterre dont 124 précieux aviateurs alliés. La coopération directe d'agents envoyés par les Anglais, avec la Résistance bretonne et la *Royal Navy*, après bien des pertes, aboutit au succès total et exceptionnel de cette filière d'évasion.

Un second réseau d'évasion dépendant du *SOE*, le réseau *Var*, rencontra plus de difficultés. Créé par Peter Deman, il a son centre à Rennes puis à Redon. Il évacue les aviateurs par bateau, à partir de Saint-Cast (Côtes-du-Nord) d'abord (fin 1943), puis à partir de Guimaëc (Finistère) ensuite ou par avion. Mais le réseau *Var* est détruit à la mi-juin 1944. La Bretagne n'en a pas moins été pour les réseaux britanniques en 1943-1944 une zone privilégiée de l'évasion des aviateurs alliés.

Mais, malgré les demandes répétées de la Résistance bretonne, communiste ou non, jusqu'en juillet 1944 les Anglais ne vont guère privilégier l'action ni l'armement des mouvements. Une exception toutefois avec le réseau d'action du *SOE Parson* ou *Oscar* (du nom de son chef, François Vallée parachuté en juin 1943) qui aurait compté environ 400 membres, surtout dans l'est de la Bretagne. Chargé d'effectuer des sabotages à partir du jour J, ce réseau qui avait un budget mensuel de 120000 francs, reçut vingt-cinq parachutages d'armes et d'explosifs répartis dans la région d'août 1943 à janvier 1944. Mais il fut détruit avant d'avoir pu passer à l'action et ses stocks d'armes saisis<sup>34</sup>.

En réalité, pour les milliers de FFI bretons désireux de se battre, il fallut souvent attendre les parachutages d'armes à partir du 6 juin sur les deux bases de *Dingson* à Saint-Marcel (Morbihan) et de *Samwest* à Duault (Côtes-du-Nord) et surtout ceux du mois de juillet à proximité des maquis. Les parachutistes *Special Air Service [SAS]* français du commandant Bourgoïn donnèrent alors des nouvelles concrètes de l'Angleterre aux résistants bretons dans les combats communs de la libération. Et les premiers Anglais qu'ils virent, du moins pour les responsables, furent ces quelques officiers britanniques qui avaient sauté dans une dizaine d'équipes *Jedburgh* (trois membres) afin d'encadrer et d'armer les FFI. L'arrivée massive des Américains éclipsa vite l'image de ces Anglais en lesquels on avait tant espéré.

Après la guerre, les Britanniques exprimèrent leur reconnaissance aux Français qui avaient aidé leurs soldats, principalement les aviateurs (environ 3000). 16929 *helpers* ou sauveteurs (accueil et évasion) sont répertoriés dans un registre avec 30 % de femmes<sup>35</sup>. La géographie des *helpers* fait apparaître quelques régions situées

<sup>34</sup> SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Résistance en Ille-et-Vilaine...*, *op. cit.*

<sup>35</sup> QUELLIEN, Jean, « L'aide aux soldats britanniques », dans Jean-Luc LELEU, Françoise PASSERA et Jean QUELLIEN (dir.), *Atlas Historique. La France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard-Ministère de la Défense, 2010, p. 184-185.

à proximité de la Manche : Nord-Pas-de-Calais (19 %), Picardie, Normandie (11 %), Bretagne et la Seine (16 %), plaque tournante avec Paris. Du fait de l'évasion par mer, les côtes nord de la Bretagne (Finistère et Côtes-du-Nord, 5 %, 2 % pour les autres départements) sont bien représentées dans ce corpus aléatoire mais qui confirme d'une certaine manière le rôle de la Résistance bretonne à l'égard des Britanniques. En France, les paysans et forestiers qui ont recueilli les aviateurs sont bien représentés (un quart) de même que les forces de l'ordre (gendarmes, policiers, 12,5 %) qui n'ont pas obéi aux Allemands ni à Vichy. Après l'hébergement d'urgence, on fait souvent appel aux personnalités du village (maires, ecclésiastiques, 5 % et instituteurs, 3 %) pour prendre contact avec la résistance locale et essayer de trouver une filière d'évasion, et aux médecins et infirmières (12 %) quand les pilotes sont blessés. Cette résistance inorganisée de sauvetage, dite civile, a joué un grand rôle et son impact n'est pas négligeable en Bretagne mais elle est risquée<sup>36</sup>.

Du fait de l'importance stratégique de la région et du désir de résister d'une fraction non négligeable de la population, les services britanniques n'eurent pas de difficultés à trouver en Bretagne des volontaires qui payèrent un lourd tribut. Ne touchant que quelques centaines de personnes, plus ou moins spécialisées, à la différence des mouvements chargés de recruter largement dans la population, cette résistance à finalité militaire prit des formes variées mais en privilégiant surtout le renseignement (à côté ou avec les réseaux gaullistes) et l'évasion. L'efficacité de ce travail ingrat de la Résistance bretonne est indéniable même si l'on en mesure encore que partiellement l'apport réel pour les Alliés. Elle ne doit pas faire oublier que la résistance communiste se développa précocement dans la région et que les grands mouvements de zone nord se structurèrent en 1942-1943 (Front national- Francs-tireurs et partisans [FTP], Libération-Nord, Défense de la France, Organisation civile et militaire [OCM], Organisation de résistance de l'armée, [ORA] préparant l'importante mobilisation de 1944. Mais en dehors de la petite minorité de résistants engagés dans l'action, soutenus par une partie importante de la population, la persévérance britannique confondue avec la ténacité du général de Gaulle fut pour beaucoup de Bretons et de Français dès 1940 la boussole permettant d'entretenir une lueur d'espoir.

Christian BOUGEARD

professeur d'histoire contemporaine, université de Bretagne occidentale-Brest  
Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), EA 4451

---

<sup>36</sup> Selon Jean Quellien, 1 350 *helpers* ont été déportés en France et 200 fusillés ou exécutés sommairement.

### RÉSUMÉ

Du fait de sa proximité géographique de l'Angleterre, pendant la Seconde Guerre mondiale la Bretagne présente un grand intérêt stratégique pour tous les belligérants, les Allemands comme les Britanniques. Le rejet de l'occupant et l'anglophilie, présents dans toute la zone occupée, se manifestent dès 1940-1941 dans la région à travers de nombreuses inscriptions et manifestations publiques. Ces sentiments sont en outre alimentés par une forte présence de Bretons en Angleterre qui se sont engagés dans la France libre et ils vont servir de support à l'émergence précoce et multiforme d'une résistance intérieure souvent tournée vers la Grande-Bretagne pour ses composantes non-communistes. Des agents travaillant pour les gaullistes du BCRA ou pour l'*Intelligence Service* britannique vont développer d'actifs groupes et réseaux de renseignement dans les ports de guerre et sur les côtes (*Alliance*) tandis que s'ébauchent des filières d'évasion par mer. Le *Special Operations Executive (SOE)* britannique va s'appuyer sur la Résistance bretonne pour mettre sur pied des réseaux d'évasion par mer des aviateurs alliés tombés en Belgique et en France. En 1944, le réseau *Shelburne* est une réussite grâce à une collaboration avec la Résistance intérieure et à l'appui d'une partie de la population qui a placé beaucoup d'espoirs depuis 1940 dans la ténacité des Anglais.